31 août 1969, Richelieu

Centenaire de la Ville de Richelieu

Le nom même de Richelieu, en plus d'évoquer pour nous la ville française à laquelle votre ville centenaire s'unit aujourd'hui, nous rappelle aussi l'illustre personnage dont le souvenir est lié à une époque de notre histoire en même temps qu'a la création de l'Académie française, née du souci de conserver la pureté de notre langue.

Cette préoccupation du français, nous l'avons également. Au Québec, le combat pour le maintien et l'affirmation du français se confond, à vrai dire, avec la lutte pour la vie. Ici, la langue française, c'est plus qu'un moyen de communication; c'est un facteur de solidarité, c'est un signe de dignité, c'est une condition d'épanouissement national et humain.

Privée de ce facteur d'unité morale que constitue la langue française, notre population perdrait sa cohésion, verrait s'affaiblir ses réflexes collectifs et se dissoudrait dans l'assimilation. Tout ce qui, chez les Québécois francophones, contribue à altérer l'usage, la qualité et le prestige du français exerce un effet direct sur la solidité de leurs positions en tant que groupe national. Ce n'est qu'en français qu'ils peuvent vivre.

Longtemps, les circonstances ont voulu que la préservation de la langue et des valeurs dont elle est l'expression tienne, dans une bonne mesure, à la lenteur relative avec laquelle les courants d'idées et de vie extérieures pénétraient la masse de la société québécoise. Aujourd'hui, ce demi-isolement n'est plus possible; le serait-il, du reste que tous le rejetteraient: il précipiterait le sous-développement.

Au moment où l'information, les idées, les conquêtes scientifiques et culturelles font le tour du monde à la vitesse de la lumière, le, salut ne saurait être dans le repliement, mais dans l'aménagement rationnel de relations culturelles, scientifiques et techniques propres à nous faire vivre à l'heure de notre siècle.

C'est pourquoi, d'ailleurs, il est si important que le Québec multiplie ses contacts avec la francophonie. Mais encore faut-il, dans cette perspective, que le français ne s'y dégrade pas au point de tomber au rang d'un parler régional.

C'est dire que, chez nous, la vitalité du français est l'indice de notre vigueur collective. Il importe donc au plus haut point de connaître la situation exacte de la langue française au Québec ainsi que les mesures propres à en assurer l'épanouissement. C'est ce dont nous avons chargé, en décembre dernier, une commission d'enquête de cinq membres, présidée par le professeur Jean-Denis Gendron.

Le Gouvernement veut savoir avec toute la précision possible quelles sont la place, l'importance et la qualité du français dans le monde du travail, à l'école qui y prépare, dans l'administration, dans le commerce, la finance, l'industrie, partout. Il veut des faits et des analyses qui rendent compte des faits.

Il a aussi demandé à la même commission une étude approfondie des droits linguistiques des Québécois, tant de langue anglaise que française.

Il a enfin confié à cette commission la tâche de lui présenter des recommandations propres à favoriser l'épanouissement de la langue de la majorité et la préservation des droits de la minorité.

La Commission Gendron est maintenant au travail. Elle a élaboré le plan de ses recherches et dressé le calendrier de son activité. Un certain nombre de groupements ont déjà répondu à son appel en lui adressant des mémoires et en demandant à comparaître devant elle. Elle a commencé à dépouiller une documentation destinée à s'accroître considérablement. Elle entendra tous ceux qui ont le sentiment d'avoir une contribution à apporter à la définition et à la solution de nos problèmes linguistiques. Elle tiendra ses premières audiences publiques dès le mois prochain.

En attendant, désireuse de se rendre compte par elle-même de la façon concrète dont la question linguistique se pose dans divers milieux géographiques, elle a entrepris en Abitibi, au début du présent mois, une visite régionale qui sera suivie de plusieurs autres dans différentes parties de notre territoire.

Quant au Gouvernement, il est pénétré de la nécessité d'associer, par l'intermédiaire de cette commission, tous les Québécois qui le désireront au travail nécessairement collectif que suppose l'examen approfondi d'une situation qui met en cause les valeurs auxquelles nous sommes le plus fortement attachés.

C'est pourquoi il a procuré et continuera à procurer à la commission qu'il a constituée tous les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat, persuadé que, de son coté, celle-ci utilisera avec le maximum d'efficacité le temps et les ressources dont elle disposera. Lorsqu'il recevra les recommandations qu'il attend, il prendra ses responsabilités.

Est-il besoin de préciser qu'il entend les prendre dans un sens positif?

Avec toute la population, je crois possible qu'un jour, le visage du Québec soit effectivement celui de sa culture, aussi bien dans les grandes agglomérations urbaines que dans les campagnes.

Je crois possible qu'au Québec la majorité puisse gagner sa vie dans sa langue, bénéficier de promotions sans pour autant devoir adopter une autre langue de travail, obtenir naturellement des services dans sa langue, en un mot, vivre en français et voir le français partout respecté.

Je crois possible qu'assurés, eux aussi, du respect de leurs droits linguistiques, les anglophones prennent de plus en plus conscience, avec un réalisme croissant, de leur appartenance au Québec: car si le Québec appartient à tous les Québécois, tous les Québécois appartiennent au Québec.

Je crois possible que les immigrants et les Néo-Québécois ne soient plus amenés par des impératifs économiques et autres à s'intégrer en majorité à une minorité et que, n'ayant aucun motif de voir en eux des éléments qui n'alourdissent qu'un seul plateau de la balance démographique, la majorité les accueille comme ils doivent être accueillis, c'est-à-dire avec confiance, avec joie, avec empressement et avec fierté.

En un mot, je crois possible que tous les Québécois travaillent ensemble, dans la solidarité et la dignité, sans renoncer à eux-mêmes et sans diminuer personne, à édifier une société généreuse, à édifier un Nouveau Québec dont l'avenir leur sera reconnaissant. L'important pour les Canadiens français du Québec, ce n'est pas de pouvoir, individuellement, parler leur langue même dans les régions du pays oh elle a très peu de chances d'être comprise; c'est de pouvoir collectivement vivre en français, travailler en français, se construire une société qui leur ressemble; c'est de pouvoir organiser leur vie communautaire en fonction de leur culture. Sans le Québec, il pourrait y avoir encore des minorités françaises, mais il n'y aurait plus vraiment de Canada français.